

# La Crise de Suez et les motivations françaises de l'opération anglo-franco-israélienne.

## Troisième partie.

Antoine FRAYSSE\*

*\*Department of Foreign Languages, Aichi University of Education, Kariya 448-8542, Japan.*

Dans cette troisième partie, seront traités les préparatifs de l'action commune anglo-franco-israélienne contre Nasser.

Le 27 juillet 1956, lendemain de la nationalisation de la Compagnie du Canal de Suez, à Londres comme à Paris, la gestion de la crise est prise en main par le chef du gouvernement et quelques ministres réunis en comité restreint qui décide souverainement. Du côté britannique, le « Suez Committee » rassemble autour du Premier ministre Anthony Eden, dont les vues seront déterminantes, Selwyn Lloyd, ministre des Affaires étrangères, Harold MacMillan, ministre des Finances, Walter Monckton, ministre de la Défense. Si les trois premiers sont résolus à employer la force, le dernier par contre se montre très réservé. Du côté français, on trouve autour du président du Conseil Guy Mollet le ministre des Affaires étrangères Christian Pineau, le ministre de la Défense nationale Bourguès-Maunoury, le ministre de l'Armement Max Lejeune. Guy Mollet est tout d'abord partisan d'user de toutes les pressions diplomatiques, mais ses réticences devant le recours à la force disparaissent rapidement. Dans les deux capitales, les équipes dirigeantes se mettent à échafauder des plans d'action dont le but ultime est de renverser Nasser à l'occasion d'une opération militaire limitée dans la zone du Canal afin de le remplacer par des militaires plus coopératifs. On consulte alors les chefs militaires.

L'état-major britannique annonce qu'une opération est impossible dans l'immédiat, faute de bases assez proches de l'Égypte, mais aussi faute de force de réaction rapide, d'armement et de matériel approprié et que la mise sur pied et l'envoi en Égypte d'un corps expéditionnaire requiert six semaines. Il faut dire aussi qu'à l'instar de Lord Mountbatten, premier lord de l'Amirauté qui a mis en garde Anthony Eden sur ce sujet, nombreux sont les généraux qui pensent que toute solution militaire dans le cas présent de la nationalisation du Canal conduirait à une situation catastrophique.

Du côté français, le rapport que le général Ely, chef d'état-major général des armées, remet au gouvernement, souligne les difficultés d'une action militaire en Égypte. L'éloignement et les mêmes raisons techniques que les Britanniques font que six semaines sont nécessaires à la préparation d'une telle opération. Le général formule aussi deux conditions politiques indispensables à une intervention en Égypte : « une étroite collaboration avec les Britanniques » imposée par l'importance des moyens navals et aériens nécessaires, et « l'accord au moins tacite des Américains » pour « neutraliser dans une certaine mesure l'U.R.S.S » <sup>(1)</sup>.

### **La collaboration militaire franco-britannique.**

Une équipe de planification franco-britannique est mise en place à Londres le 30 juillet. Le 31 juillet, la liste des forces françaises mises à disposition de l'opération d'Égypte lui est remise. Les réticences britanniques se font toujours sentir. Elles ne disparaissent que lorsque les Français proposent aux Britanniques la direction de l'opération. Rien que de très naturel car les Britanniques connaissent l'Égypte à fond et puis ils disposent à Chypre de la base la plus avancée en direction de Port-Saïd ou Alexandrie. Le 5 août, la décision est prise de constituer un état-major secret sous commandement britannique, le 9 août, il est en état de fonctionnement. Dès le 2 août, le gouvernement britannique a rappelé 25 000 réservistes.

Les forces alliées sont intégrées sous commandement britannique : chaque chef français est coiffé par un Britannique. Le général Beaufre par le général Stockwell, l'amiral Lancelot par l'amiral Durnford-Slater, le

général Brohon par l'*air-marshal* Barnett et au sommet l'amiral Barjot par le général Keightley. Les états-majors sont dispersés : le quartier général du commandant en chef, le général Keightley est à Chypre, son adjoint l'amiral Barjot se déplace entre Toulon, principale base de la flotte, Alger et Paris, et la planification est effectuée à Londres. La collaboration se passe mal. Les deux armées n'ont pas la même organisation et le système de commandement intégré place les troupes françaises dans la dépendance étroite des chefs britanniques, privant finalement chacun des partenaires de toute initiative. La différence de langue pose des problèmes de communication. Certains matériels de transmissions se révèlent incompatibles. Les Britanniques reprochent aux Français leurs bavardages ; on ne peut pas leur confier de secret ; mieux vaut leur en dire le moins possible. Les Français s'exaspèrent de la lenteur britannique.

Le 15 août, le général Stockwell présente au « Suez Committee » qui l'adopte immédiatement le plan de l'opération « Mousquetaire ». Il s'agit d'un débarquement à Alexandrie suivi d'une marche sur Le Caire et de l'occupation de la zone du Canal. 50 000 soldats britanniques et 30 000 soldats français y seront engagés. Les troupes britanniques commencent à rejoindre leurs bases opérationnelles de Malte et de Chypre le 12 août et les troupes françaises le 19. La date du débarquement est fixée au 15 septembre soit moins de huit semaines après la nationalisation du Canal de Suez.

### « L'accord au moins tacite des Américains ».

Le 27 juillet, Anthony Eden envoie ce télégramme au président Eisenhower : « *Nous ne pouvons pas permettre à Nasser de s'assurer le contrôle du Canal par de tels procédés, au mépris d'accords internationaux. (A défaut d'une attitude ferme de notre part), notre influence et la vôtre au Moyen-Orient disparaîtront à jamais, nous en sommes convaincus. Nous devons être prêts, en dernier ressort, à user de la force pour ramener Nasser à la raison. En ce qui nous concerne, nous sommes prêts à agir ainsi. J'ai, ce matin, donné instruction à nos chefs d'état-major de préparer un plan militaire en conséquence. Toutefois, pour vous, pour nous et pour la France, la première chose à faire est d'aligner nos lignes de conduite et nous concerter sur la meilleure manière de faire pression au maximum sur le gouvernement égyptien.* » <sup>(2)</sup>. Toute action contre Nasser n'est donc envisageable qu'avec la participation ou l'accord des Américains. La réponse du président américain tombe : « *Ce ne serait pas difficile pour l'Occident de régler par la force cette affaire, mais ce serait un problème que de justifier aux yeux du monde une telle intervention.* » <sup>(3)</sup>. Assurément, si le libre passage des navires est assuré sur le Canal, Nasser n'a pas outrepassé ses droits en nationalisant la Compagnie ! Pour Washington, l'urgence est de calmer les esprits échauffés des Britanniques et des Français c'est pourquoi le diplomate Robert Murphy est dépêché à Londres le 29 juillet. Selwyn Lloyd et Christian Pineau comprennent immédiatement que les Etats-Unis ne se joindront pas à une intervention militaire donc que toute aide de la VI<sup>e</sup> flotte, qui croise en Méditerranée, est exclue. Robert Murphy suggère plutôt de réunir une conférence internationale avec les principaux usagers du Canal afin d'instituer une autorité internationale chargée de sa gestion et d'assurer la liberté et la sécurité du trafic maritime. Anthony Eden et Christian Pineau acceptent la proposition du bout des lèvres mais ne cachent pas à Murphy qu'ils sauront se passer de l'aide américaine pour l'intervention militaire qu'ils préparent. Le rapport de Murphy provoque sans tarder l'arrivée à Londres du secrétaire d'état John Foster Dulles le 1<sup>er</sup> juillet. Malgré les plaidoyers en faveur de l'action militaire des uns et des autres, le secrétaire d'état demeure inflexible ; il est venu à Londres pour s'opposer à une intervention armée.

Les points de vue sont parfaitement inconciliables. Les dirigeants français voient dans l'affaire de Suez l'occasion de régler leurs comptes avec Nasser et de retourner à leur avantage les événements d'Algérie. Les Britanniques y voient une excellente opportunité pour reprendre en main les affaires arabes. Les Américains signifient aux deux alliés qu'ils vont profiter de la situation pour prendre leur relève. L'analyse américaine est que l'ère coloniale est définitivement révolue pour les deux puissances alliées, que les enjeux politiques et stratégiques ont changé, et que quoi qu'il en soit les deux puissances sont incapables de défendre les positions de l'Occident face aux menées soviétiques.

La seule solution est d'accepter la réunion d'une conférence des usagers. Londres et Paris préparent cette conférence dont l'objet est de trouver une issue pacifique au conflit, tout en procédant aux préparatifs de l'expédition militaire. La conférence aura lieu à Londres à partir du 16 août.

Voilà la détermination du cabinet Eden bien affaiblie, d'autant plus qu'à la chambre des Communes le 7

août, l'opposition travailliste déclare qu'il n'est pas question d'approuver une intervention en Egypte qui ne serait pas avalisée par l'ONU. Le 2 août à l'Assemblée nationale, une écrasante majorité « *confirme sa détermination de ne pas s'incliner devant le fait accompli, demande que soient prises à cet effet les mesures les plus énergiques, et fait appel à la solidarité des Alliés.* »<sup>(4)</sup>. Seuls les communistes ont voté contre cette résolution. Dès ce moment, la détermination du gouvernement Mollet prend la relève de celle du cabinet Eden.

A la conférence de Londres, qui siège du 16 au 24 août, vingt-deux états sont invités, mais pas Israël, parce que la Grande-Bretagne, puissance invitante, souhaite ménager les susceptibilités arabes. Nasser n'est pas présent, mais les représentants de l'Inde et de l'Union soviétique sont d'excellents avocats de l'Egypte contre « *les puissances impérialistes* ». Les négociations sont orchestrées par John Foster Dulles qui a préparé un plan d'internationalisation du Canal. Français et Britanniques subissent un grave échec en acceptant le principe d'un tel plan car ils ne sont plus les seuls à décider du statut du Canal et perdent ainsi le contrôle de son utilisation. Le plan américain demeure assez proche de celui des Franco-Britanniques et commence par reconnaître les droits souverains de l'Egypte sur le Canal ; il propose qu'aux termes d'un traité, une autorité internationale liée à l'ONU assume la gestion du Canal conformément aux principes de la convention de 1888. Bien évidemment, l'Egypte est membre de plein droit de cette autorité et perçoit l'excédent des recettes de l'autorité. Ce plan est finalement adopté par dix-huit voix contre trois et un comité de cinq membres présidé par le Premier ministre australien Menzies est chargé de le présenter au colonel Nasser. Eden est convaincu du rejet de ce plan par Nasser et lorsque la nouvelle en sera connue, il pourra enfin lancer le déclenchement de l'opération « Mousquetaire » dont la date a été repoussée au 19 septembre puis est repoussée à nouveau au 26 septembre, le comité des Cinq n'arrivant au Caire que le 3 septembre. La diplomatie américaine est satisfaite ; d'une part elle se pose sur la scène internationale et surtout aux yeux des pays arabes comme le champion de l'anticolonialisme, même si le plan est rejeté car les Etats-Unis se déclarent prêts à reprendre des négociations sur d'autres bases, d'autre part elle est bien consciente d'avoir retardé l'intervention armée franco-britannique.

En attendant la réaction de Nasser à la proposition de la conférence de Londres, Anthony Eden doit faire front à une opposition à son projet d'intervention armée émanant de nombreuses sources. Le parti travailliste a dès le 7 août, on l'a vu, manifesté son opposition au projet, qui, relayée par la presse, s'amplifie pour toucher l'opinion libérale. Le soutien populaire semble s'affaiblir de jour en jour. Au sein de l'état-major, le plan « Mousquetaire » est de plus en plus critiqué, notamment par le général Keightley, qui lui reproche trop de lourdeur et de rigidité, au point qu'il informe le 4 septembre le « Suez Committee » que d'après ce plan, la date limite du débarquement allié ne saurait dépasser le 6 octobre et que la prise de décision devrait avoir lieu avant le 18 septembre. Les arguments invoqués sont la construction par les Egyptiens de nouveaux systèmes défensifs, l'arrivée de « conseillers » soviétiques en Egypte, l'instabilité du climat en Méditerranée en automne. Et puis l'assaut sur Alexandrie requérant un bombardement intensif préalable, plusieurs centaines sinon milliers de victimes civiles seraient à déplorer, ce qui conférerait à l'opération un caractère d'agression du plus fâcheux effet sur l'opinion mondiale. Keightley recommande donc de modifier le plan d'intervention. Enfin dans le cabinet-même, une dizaine de responsables ministériels menés par le ministre de la Défense, Sir Walter Monckton, contestent ouvertement la politique menée par le Premier ministre. Selon eux, la plus grande partie de l'opinion mondiale, pays du Commonwealth compris, condamnerait sans aucun doute une action armée. Comment la Grande-Bretagne survivrait-elle à cela ? Et c'est sans parler de la division dans le pays-même. Malgré toutes ces déconvenues, la conviction d'Anthony Eden qu'une solution négociée est impossible avec Nasser et que seul le recours à la force peut le faire fléchir est toujours aussi ferme. Porter l'affaire devant les Nations unies pourrait constituer un moyen de se gagner l'opinion travailliste, d'exposer au monde entier la bonne volonté de la Grande-Bretagne pour aboutir à un règlement pacifique de la crise. Cette démarche aurait aussi le mérite d'obliger les Etats-Unis à proclamer publiquement et clairement leur position. Enfin, comme il y a de fortes chances que l'Union soviétique opposerait son veto à une résolution passée par les Occidentaux, le blocage diplomatique qui s'en suivrait donnerait aux Franco-Britanniques la liberté d'agir militairement.

Or précisément, les Etats-Unis souhaitent empêcher par tous les moyens une intervention armée des Franco-Britanniques ; une telle action leur aliénerait pour toujours les populations du Moyen-Orient et d'une grande partie de l'Afrique. Ils se ruinaient à tenter de se maintenir par la force et l'Union soviétique en ti-

rerait tout bénéfice. D'ailleurs, la stratégie soviétique de bloquer tout processus pacifique de règlement du conflit procède de cet objectif. Tous les efforts de la diplomatie américaine visent ainsi à dissuader la Grande-Bretagne et la France à renoncer à une expédition armée en Egypte. Le 2 septembre, le président américain, à l'occasion d'une conférence de presse mais aussi dans une lettre au Premier ministre britannique, rappelle que les Etats-Unis excluent tout usage de la force tant que tous les moyens de règlement à l'amiable n'ont pas été épuisés. Il précise même dans sa conférence de presse que l'éventuel rejet par l'Egypte des propositions de la conférence de Londres ne mettrait pas fin aux efforts des Etats-Unis en vue d'un accord. Le président du comité des Cinq, Robert Menzies est naturellement furieux de voir son programme de négociations torpillé de la sorte avant même d'avoir commencé. Et le rejet des propositions de la conférence de Londres par l'Egypte le 9 septembre n'a rien d'une surprise dans ces conditions. D'autant plus que John Foster Dulles annonce le 4 septembre sa proposition de créer une association des usagers du Canal.

Français et Britanniques ne peuvent contenir leur fureur à l'égard du jeu auquel se livre le secrétaire d'état. Les 10 et 11 septembre Anthony Eden et Guy Mollet se rencontrent à Londres pour définir une politique commune après le rejet des propositions de la conférence de Londres et la nouvelle proposition de John Foster Dulles de création d'une association des usagers. A l'ordre du jour figure aussi l'adoption d'un plan militaire. Les Français approuvent la modification souhaitée par le général Keightley, à savoir le débarquement à Port-Saïd plutôt qu'à Alexandrie. Les effectifs britanniques sont réduits d'une division, mais les effectifs français restent inchangés. C'est le plan « Mousquetaire révisé » qui sera adopté par les gouvernements le 14 septembre ; l'offensive est fixée pour le 1<sup>er</sup> octobre, l'ordre de marche étant donné le 21 septembre. Sur le plan diplomatique, on se met d'accord pour accepter la proposition américaine dans un premier temps, puis de la saboter dans un second temps en rappelant d'Egypte les pilotes britanniques et français qui assurent la circulation sur le Canal. Personne ne mettant en doute l'incapacité des Egyptiens à faire fonctionner le Canal, son blocage est acquis en quelques jours, provoquant les protestations indignées des usagers. Les navires de guerre britanniques et français sont alors habilités à rouvrir le Canal, par la force si nécessaire, récupérant ainsi le Canal et ridiculisant Nasser aux yeux de tous.

En effet, le 12 septembre, les représentants des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France annoncent la convocation d'une conférence des usagers dont le but est de créer une association qui percevrait les droits de transit et réglerait avec l'Egypte les problèmes de pilotage et de signalisation sur le Canal. Les Britanniques et les Français exigent l'addition du paragraphe suivant à la déclaration commune : « *Si le gouvernement égyptien cherchait à s'opposer aux opérations de l'Association (...), les nations participantes seraient libres de prendre toutes les mesures requises pour assurer la défense de leurs droits, soit par l'entremise des Nations unies, soit par tout autre moyen.* »<sup>(5)</sup>. Le 15 septembre, 139 pilotes britanniques et français quittent l'Egypte. Le 16 septembre, Nasser triomphe et les Franco-Britanniques sont ridiculisés ; non seulement il n'y a pas de perturbation du trafic sur le canal, mais un nombre de navires plus élevé que d'ordinaire a franchi le Canal. Echec total de la manœuvre.

La seconde conférence de Londres commence le 19 septembre et dure trois jours. Sur les vingt-quatre pays invités, il y a toujours les mêmes absents (Egypte, Grèce) et trois pays n'ont envoyé que des observateurs. Une association est créée, S.C.U.A. (*Suez Canal Users Association*), qui n'a aucun pouvoir, même pas celui d'entraîner des devoirs pour ses membres. De toute façon, John Foster Dulles ayant fait savoir que « *naturellement, la S.C.U.A. n'exercerait pas ses droits par la force* »<sup>(6)</sup>, Nasser proclame qu'il ne la reconnaît pas et suggère en retour de réunir une conférence où serait opérée la révision de la convention de 1888. Sur la scène diplomatique, échec encore.

L'échec de la conférence étant prévisible, Londres et Paris décident de reporter la date du débarquement en Egypte au 8 octobre afin de laisser aux Nations unies un délai convenable pour se prononcer. En effet, Britanniques et Français, exaspérés par l'attitude du secrétaire d'état, n'ont plus que le recours de demander une réunion urgente du Conseil de sécurité sur « *l'action unilatérale du gouvernement égyptien mettant fin au système de gestion internationale du Canal* ». C'est chose faite le 23 septembre. La fureur de John Foster Dulles est grande. Le 25 septembre, c'est l'Egypte qui à son tour en appelle à l'ONU pour dénoncer l'action menée contre elle par la Grande-Bretagne et la France. Les jours suivants, la rupture entre Washington, et Londres et Paris est consommée. Le plan « Mousquetaire » doit être une nouvelle fois amendé car les négociations

à l'ONU se déroulent du 9 au 12 octobre ; un plan d'hiver est envisagé dès le 6 octobre. Au Conseil de sécurité, Selwyn Lloyd et Christian Pineau parviennent finalement, grâce aux bons offices de Dag Hammarskjöld le secrétaire général des Nations unies, à un accord de principe avec Mahmoud Fawzi le représentant égyptien. Il apparaît que tous les côtés ont fait beaucoup de concessions. Il s'agit de six principes permettant de conduire à un règlement pacifique de la crise :

1. Libre passage à travers le Canal de Suez.
2. Respect de la souveraineté égyptienne sur le Canal.
3. Dissociation de la gestion du Canal d'avec la politique d'un seul pays.
4. Soins de fixer les péages confiés à l'*Association des Usagers* et à l'Égypte.
5. Affectation d'une part des péages au développement de l'Égypte.
6. Mise sur pied d'un arbitrage pour régler le contentieux entre la Compagnie et l'État égyptien. <sup>(7)</sup>

Le 13 octobre, le Conseil de sécurité approuve ces principes à l'unanimité, mais les Soviétiques opposent leur veto au point 4 puisqu'ils avaient préalablement condamné l'idée de la création d'une association des usagers. Une réunion entre Britanniques, Français et Égyptiens est fixée pour la fin octobre à Genève. L'échec de la négociation ouvre maintenant la voie aux partisans de la force.

### **La collusion franco-israélienne et les accords de Sèvres.**

En France, le soutien des partis politiques, parti communiste exclu évidemment, au gouvernement Mollet ne faiblit pas depuis le début de la crise ; bien au contraire, c'est l'inaction qui lui est reprochée. On retrouve le même ton dans la presse et dans la plus grande partie de l'opinion publique. Contrairement à ce qui se passe en Grande-Bretagne, les forces armées sont dès le début très déterminées à intervenir en Égypte et les états-majors français se sentent frustrés dans leurs rapports avec les états-majors britanniques. Dès le moment où le plan « Mousquetaire » est révisé, visant Port-Saïd et non plus Alexandrie, les officiers d'état-major français sont satisfaits car ils savent que, même si les forces britanniques ne passaient pas à l'action, les forces françaises pourraient entreprendre une opération en collaboration avec les forces israéliennes. Pourquoi cette collaboration serait-elle possible ?

L'arrivée au pouvoir du gouvernement Mollet en janvier 1956 a en effet radicalement modifié les rapports franco-israéliens en introduisant dans les grands ministères comme la Défense des hommes, anciens résistants pour la plupart, remplis d'admiration pour le courage des bâtisseurs de l'État d'Israël : le ministre Bourguès-Maunoury et ses collaborateurs Abel Thomas et Louis Mangin. La sympathie fraternelle de Guy Mollet pour les socialistes israéliens tels que David Ben Gourion est aussi bien connue. Les Affaires étrangères aux mains de Christian Pineau, ancien déporté, vont modérer leur traditionnelle politique pro-arabe. Tous ces hommes vont surtout faire leur possible pour aider Israël à rétablir le déséquilibre de ses armements depuis la livraison d'armes modernes à l'Égypte par la Tchécoslovaquie en été 1955. De nombreux contrats de livraison d'armements modernes français sont ainsi passés entre les deux pays depuis le début 1956 ; c'est un haut-fonctionnaire du ministère israélien de la Défense Shimon Perès qui est l'interlocuteur des Français. Peu à peu, les contacts deviennent plus étroits et lorsque la crise de Suez éclate puis au fur et à mesure de l'enlisement des négociations diplomatiques avec les États Unis et la Grande-Bretagne, l'idée d'une action concertée franco-israélienne prend force au ministère de la Défense et dans l'état-major français. Après de multiples prises de contacts officieux, la décision d'une opération conjointe est prise à Paris entre les 18 et 22 septembre, mais les Israéliens souhaitent obtenir des assurances sur l'attitude des Britanniques et des Américains en cas d'engagement de leur part. De fait, cette proposition française correspond tout à fait aux besoins stratégiques d'Israël en permettant à ses armées de dégager le Sinaï et de débloquer le détroit de Tiran avant que le nouvel arsenal égyptien ne soit opérationnel. Le 30 septembre, à Paris, a lieu une réunion secrète entre Golda Meir, ministre des Affaires étrangères, le général Dayan, chef d'état-major, Shimon Perès, pour les Israéliens et Maurice Bourguès-Maunoury, Christian Pineau, le général Challe, major général des forces armées, et Abel Thomas. L'insistance des Français n'a d'égale que la prudence des Israéliens pour qui la neutralité de la Grande-Bretagne est de la plus haute importance. Un traité lie en effet la Grande-Bretagne et la Jordanie ; en cas d'attaque de la Jordanie, Israël ne souhaite pas se retrouver en guerre contre la Grande-Bretagne. De plus, il y a

depuis peu un traité entre l'Égypte et la Jordanie ; si la Jordanie décidait d'aider l'Égypte, la Grande-Bretagne ne devrait-elle pas faire de même, puisqu'elle est liée par traité à la Jordanie ? Les Français font de leur mieux pour rassurer leurs interlocuteurs qui demeurent néanmoins sceptiques. Ce premier contact de haut niveau ne donne pas lieu à une prise de décision, mais dès le 2 octobre le général Dayan prépare un plan d'action sinon coordonnée, au moins simultanée avec l'intervention franco-britannique prévue alors pour le 20 octobre. Le 14 octobre, Albert Grazier, assurant l'intérim de Christian Pineau en mission à New York, accompagné du général Challe est reçu par Anthony Eden pour lui poser la question de l'attitude de la Grande-Bretagne en cas d'attaque de l'Égypte par Israël. Anthony Eden invoque la déclaration tripartite de 1950 par laquelle la Grande-Bretagne s'engage à la neutralité. Le général Challe intervient alors pour expliquer l'avantage de l'alliance avec Israël et expose son plan : les Israéliens attaquent l'Égypte et occupent le Sinaï dans sa totalité jusqu'au Canal en une semaine, les Britanniques et les Français, pour rétablir la liberté de passage sur le Canal, ordonnent aux Israéliens et aux Égyptiens d'évacuer cette zone puis envoient leurs propres forces qui contrôleront toute la zone du Canal de Port-Saïd à Suez. Réponse d'Anthony Eden : « Bonne idée. » Le général en conclut que le plan est accepté. Le 16 octobre effectivement, à Paris, la décision d'une intervention militaire, en liaison avec Israël, est prise par Anthony Eden et Guy Mollet en présence de leurs ministres des Affaires étrangères, dans le plus grand secret. Aux yeux des Britanniques ce plan a deux avantages : ils n'apparaissent pas comme agresseurs mais au contraire comme protecteurs de la paix, d'autre part en jouant le rôle de force neutre séparant deux belligérants, ils peuvent cacher aux yeux des pays arabes leur collaboration avec Israël. Toutes les modalités de l'opération anglo-franco-israélienne sont définies une semaine plus tard, les 22 et 23 octobre, à l'occasion de la réunion secrète réunissant les représentants des trois pays à Sèvres près de Paris. Le résultat de cette conférence est un document souvent appelé « protocole de Sèvres » qui définit le rôle de chacun des intervenants. Il est prévu que les Israéliens lancent dans l'après-midi du 29 octobre une attaque de grande envergure contre l'Égypte dans le but d'atteindre la zone du Canal. Le lendemain, les gouvernements de Londres et Paris adressent aux deux belligérants un ultimatum exigeant le retrait de leurs troupes à 15 kilomètres du Canal et leur remplacement par des forces anglo-françaises occupant des positions permettant de garantir le libre passage sur le Canal aux navires de toutes nationalités. En cas de refus égyptien, les Britanniques et les Français déclenchent une attaque contre l'Égypte dans les premières heures du 31 octobre. La négociation a été particulièrement difficile en raison de la méfiance et de l'agressivité extrêmes que se sont manifestés l'un pour l'autre Selwyn Lloyd et David Ben Gourion le premier jour au point que les Français sont convaincus de l'échec des entretiens. Le second jour, l'essentiel du plan présenté la veille par le général Dayan est accepté malgré tout.

Le 25 octobre, les ordres de mobilisation sont lancés en Israël.

### Notes :

- (1). Cité par Georgette Elgey dans *Histoire de la Quatrième République, Malentendu et Passion, 1954-1959*, p.90.
- (2). Cité par Georgette Elgey dans *Histoire de la Quatrième République, Malentendu et Passion, 1954-1959*, p.93-94.
- (3). Cité par Georgette Elgey dans *Histoire de la Quatrième République, Malentendu et Passion, 1954-1959*, p.96.
- (4). Cité par Georgette Elgey dans *Histoire de la Quatrième République, Malentendu et Passion, 1954-1959*, p.93.
- (5). Cité par Georgette Elgey dans *Histoire de la Quatrième République, Malentendu et Passion, 1954-1959*, p.128.
- (6). Cité par Marc Ferro dans *1956 SUEZ*, p.59.
- (7). Cité par Marc Ferro dans *1956 SUEZ*, p.64.

### Références bibliographiques :

- Charles-Robert Ageron, *L'opération de Suez et la guerre d'Algérie*, in *La France et l'opération de Suez de 1956*, CEHD, Editions ADDIM, Paris, 1997.
- Henri Azeau, *Le piège de Suez*, Laffont, 1964.
- Paul Balta, Claudine Rulleau, *La vision nassérienne*, Sindbad, Paris, 1982.
- Mordechai Bar-On, *The Gates of Gaza*, St. Martin's Griffin, New York, 1995.
- André Beaufre, *L'expédition de Suez*, Grasset, 1967.
- Georgette Elgey, *Histoire de la Quatrième République, Malentendu et Passion, 1954-1959*, Fayard, Paris, 1997.
- Georgette Elgey, *Le gouvernement Guy Mollet et l'intervention*, in *La France et l'opération de Suez de 1956*, CEHD, Editions ADDIM, Paris, 1997.
- Marc Ferro, *1956 SUEZ*, Editions Complexe, Bruxelles, 1995.

- André Fontaine, *Histoire de la guerre froide. 1. De la guerre de Corée à la crise des alliances 1950-1963*, Fayard, Paris, 1965.
- Paul Gaujac, *Suez 1956*, Editions Lavauzelle, Paris, 1986.
- Keith Kyle, *Suez*, I.B. Tauris, Londres, 1991, 2003.
- Jean Lacouture, *Nasser*, Editions du Seuil, Paris, 1971.
- Jean et Simone Lacouture, *L'Égypte en mouvement*, Editions du Seuil, Paris, 1962.
- Pierre Milza, *La relève des impérialismes au Proche-Orient*, in « Dossier Suez », revue *L'histoire* n° 38, Octobre 1981.
- Christian Pineau, *1956 Suez*, Laffont, Paris, 1976.
- Jean-Pierre Rioux, *La France de la Quatrième République. 2. L'expansion et l'impuissance. 1952-1958*, Editions du Seuil, Paris, 1980.
- Jean-Pierre Rioux, *L'opinion publique ou « le lion vieilli et le coq déplumé »*, in « Dossier Suez », revue *L'histoire* n° 38, Octobre 1981.
- Georges-Henri Soutou, *La guerre de Cinquante Ans, les relations Est-Ouest 1943-1990*, Fayard, Paris, 2001.
- Abel Thomas, *Comment Israël fut sauvé*, Albin Michel, Paris, 1978.
- Maurice Vaisse, *L'opération « Mousquetaire »*, in « Dossier Suez », revue *L'histoire* n° 38, Octobre 1981.
- Maurice Vaisse, *La France et l'opération de Suez de 1956*, CEHD, Editions ADDIM, Paris, 1997.

(平成17年9月16日受理)